



TERMES DE REFERENCE

**Pour le recrutement d'un(e) consultant(e) en genre
chargé(e) de la réalisation d'un diagnostic des
Violences Basées sur le Genre (VBG) à l'encontre
des enfants et des adolescents en Union des
Comores**

1. CONTEXTE

En Union des Comores, les violences basées sur le genre (VBG) constituent un défi social majeur, touchant principalement les femmes, les adolescentes et les enfants. Les services nationaux d'écoute et de protection des femmes et des enfants enregistrent de façon récurrente des cas de violences physiques, psychologiques et sexuelles, sur l'ensemble des îles de l'Union¹. D'autres types de violences s'exercent notamment économiques également sur le territoire même si elles sont à ce jour moins documentées.

Malgré l'existence de cadres juridiques et institutionnels dédiés à la sauvegarde de l'enfance et à la promotion de l'égalité de genre, leur mise en œuvre demeure limitée. Les perceptions collectives confirment l'ampleur du phénomène : une part significative de la population estime que les VBG sont en augmentation, et identifient le harcèlement, la discrimination et les agressions sexuelles comme des réalités affectant les enfants et les jeunes en milieu scolaire². Toutefois, les normes sociales évoluent lentement et peinent à enrayer durablement ces violences. La stigmatisation des victimes et le traitement informel des cas au sein des familles contribuent fortement à la sous-déclaration des faits³.

En 2023, 85 % des cas de violences signalés concernaient des jeunes filles âgées de 11 à 17 ans. Ces violences ne se limitent pas aux sphères familiale et communautaire : elles touchent également le milieu scolaire (violences perpétrées dans l'enceinte scolaires ou avoir un impact sur la scolarité), bien qu'elles y soient rarement dénoncées. La libération de la parole reste entravée par la peur des représailles, la violence symbolique, le poids des tabous, l'absence de dispositifs de signalement au sein des établissements scolaires et la méconnaissance des structures spécialisées capables d'accueillir et d'accompagner les victimes. Cette situation engendre des conséquences graves et durables, telles que les mariages et grossesses précoces, des traumatismes psychologiques non pris en charge et la déscolarisation des jeunes filles.

Face à ces constats, il apparaît indispensable de créer un environnement scolaire bienveillant et sécurisé via des actions de sensibilisation et prévention où la parole peut s'exprimer librement et où les victimes bénéficient d'un accompagnement adapté. Une politique nationale de lutte contre les VBG et de prise en charge des survivant.es existe déjà en Union des Comores, portée notamment par la Direction Générale de la Promotion du Genre et de la Protection de l'Enfance. Des services d'écoute des victimes ont été mis en place dans les hôpitaux publics, offrant un accompagnement médical, psychologique, juridique et social, ainsi que des numéros verts facilitant le signalement. Toutefois, l'efficacité de ces dispositifs demeure limitée lorsque les jeunes filles n'en ont pas connaissance, qu'elles ne sont pas orientées vers les structures de

¹ UNICEF Comores (2024). Bulletin d'informations sur les violences faites aux enfants et aux femmes en Union des Comores.

² Afrobarometer (2023). Les Comoriens perçoivent une hausse des violences basées sur le genre et réclament plus de protection pour les femmes et les filles.

³ UNFPA Comores. Violences basées sur le genre : contexte et normes sociales.

proximité ou que les acteurs du milieu scolaire ne sont ni sensibilisés ni suffisamment outillés pour prévenir et lutter contre les VBG.

En milieu extra-scolaire, des actions de sensibilisation ciblant un large éventail d'acteurs communautaires sont menées, notamment à travers des formations par les pairs dans le cadre du programme Shawiri, mises en œuvre par ECES (European Centre for Electoral Support) (chef de file du consortium), Maechea, EarthEcho, et la Croix-Rouge/le Croissant-Rouge comorien. Ces initiatives concernent principalement les adultes, bien que des clubs d'adolescents cherchent également à renforcer les capacités des jeunes.

Acteur engagé dans l'éducation par le sport, PLAY International utilise le jeu sportif comme levier éducatif afin de sensibiliser, transmettre des apprentissages et favoriser des changements durables de comportements et de représentations chez les enfants et les jeunes. À travers des pédagogies innovantes, l'organisation développe des séances ludiques permettant aux enfants d'appréhender différemment leur environnement, de renforcer le respect d'autrui et des différences, de promouvoir la coopération et d'encourager la réflexion critique grâce à des temps de débat. La lutte contre les stéréotypes de genre et les inégalités entre filles et garçons est déjà intégrée dans plusieurs programmes, avec des résultats positifs mesurés sur les territoires d'intervention.

Présente en Union des Comores depuis 2022 à travers le Projet d'Appui à l'Education Physique et Sportive (PEPS) aux Comores, mené en maîtrise d'ouvrage délégué du Ministère de l'Education National (MEN), dont la première phase a été mise en œuvre dans l'enseignement primaire, PLAY International engage aujourd'hui la deuxième phase du projet, en élargissant son action au niveau secondaire.

Le projet PEPS 2 vise à donner accès à des cours d'EPS de qualité, inclusif et sécurisés pour tous les élèves, filles et garçons, de l'enseignement secondaire, premier et second cycle ; d'abord en renforçant les capacités qualitatives et quantitatives de l'EPS tout en favorisant un accès égal - femme/homme - aux métiers d'enseignant d'EPS puis en promouvant une culture de la responsabilité scolaire en Prévention du Harcèlement, de l'Exploitation et des Agressions Basées sur le Genre (PHEABG).

Une politique de lutte contre les VBG et de prise en charge des survivant.es existe déjà aux Comores grâce à la Direction Générale de la Promotion du Genre et de la Protection de l'Enfance.

Le projet PEPS 2 vise donc à intégrer les établissements du secondaire dans cette dynamique et à les insérer dans l'écosystème en lien avec les VBG par la création d'outils de signalement en milieu scolaire, le renforcement des capacités des élèves à se protéger et l'adoption d'une culture de la sauvegarde de l'enfance. En collaboration avec tous les acteurs publics, communautaires et associatifs de la sauvegarde de l'enfance, ce projet ambitionne de contribuer activement à la lutte contre les violences faites aux jeunes filles et de garantir leur droit à une éducation sécurisée et épanouissante.

Dans ce contexte, la réalisation d'un diagnostic spécifique sur les violences basées sur le genre dont sont victimes les enfants et les jeunes en Union des Comores, à l'échelle sociétale et

notamment en milieu scolaire, apparaît essentielle. Un tel diagnostic permettra d'orienter des actions préventives, protectrices et durables, et de renforcer le rôle de l'école en tant qu'espace sûr et protecteur pour l'ensemble des élèves avec l'appui des personnels éducatifs.

2. OBJECTIFS ET DEROULEMENT

Objectif global de la consultance

Réaliser un diagnostic participatif des Violences Basées sur le Genre (VBG), comprenant plus spécifiquement le harcèlement, l'exploitation et les agressions basées sur le genre (HEABG)⁴, à l'encontre des enfants et adolescents en Union des Comores violences perpétrés à l'échelle sociétale, familiale et également en milieu scolaire (collèges et lycées) en associant activement les élèves, les personnels éducatifs, les familles et les acteurs institutionnels et communautaires, afin d'orienter de manière concertée la conception et la mise en œuvre d'actions de prévention, de protection, de signalement et de réponse adaptées.

Objectifs spécifiques

- Identifier, avec la participation des élèves, des équipes éducatives et les acteurs concernés, les différentes formes de VBG en milieu scolaire ainsi que les facteurs de risque et de vulnérabilité associés.
- Analyser de manière participative les normes sociales, les pratiques scolaires et les dynamiques institutionnelles qui influencent la survenue, la banalisation ou la gestion des violences.
- Évaluer, avec les parties prenantes concernées, les dispositifs existants de prévention, de signalement, d'orientation et de prise en charge des VBG, en identifiant leurs forces, limites et leviers d'amélioration.
- Favoriser l'expression et la prise en compte de la parole des enfants et des adolescents, filles et garçons, dans le respect des principes éthiques et de sauvegarde de l'enfance.
- Proposer à partir des résultats du diagnostic, des recommandations opérationnelles partagées pour la mise en œuvre du projet PEPS 2.
- Contribuer à la co-crédation d'un cycle de séances éducatives et socio-sportives utilisant le jeu sportif comme levier de sensibilisation, de prévention et de changement de comportements face aux VBG.

Lieu

La consultance devra être menée sur place en Union des Comores notamment sur l'île de Grande Comores à Moroni sur les étapes cadrage, entretiens avec les Ministères concernés, l'atelier de restitution et la co-crédation des séances. Un déplacement est à prévoir sur l'île de Anjouan. Les entretiens avec les interlocuteurs de l'île de Mohéli pourront être menés en distanciel.

⁴ Les Violences Basées sur le Genre (VBG) sont des actes préjudiciables enracinés dans les inégalités de pouvoir, incluant le harcèlement, l'exploitation et les agressions basées sur le genre (HEABG) comme des formes spécifiques. Les HEABG sont des VBG perpétrées dans des contextes de pouvoir déséquilibrés, visant souvent les femmes et les filles.

Étape 1 : Cadrage, analyse de la situation et méthodologie participative

- Élaborer une méthodologie de diagnostic participatif intégrant les principes éthiques et de sauvegarde l'enfance et de participation des enfants et adolescents (collégien.nes et lycéen.nes).
- Concevoir et adapter les outils de collecte de données (guides d'entretiens, focus groups, grilles d'analyse) à destination des élèves (filles et garçons), des équipes éducatives, des familles et des acteurs institutionnels et communautaires.
- Réaliser des entretiens et échanges participatifs avec les parties prenantes clés : responsables scolaires, enseignants, élèves, personnels éducatifs, professionnel.le.s de la santé, de la justice, acteurs sociaux, OSC, ONG et ministères concernés, afin d'identifier les formes de VBG, leurs facteurs de risque et les dynamiques institutionnelles associées.
- Recenser et analyser les dispositifs et initiatives existants de prévention, de sensibilisation, de signalement et de prise en charge des VBG, en identifiant leurs forces, limites et opportunités d'amélioration et les synergies possibles dans le cadre des résultats recherchés via PEPS2.
- Analyser les normes sociales, pratiques scolaires et perceptions des violences, en favorisant l'expression des enfants et adolescents dans un cadre sécurisé.
- Synthétiser les besoins prioritaires en matière de prévention, de protection et de sensibilisation (VBG, harcèlement, grossesses précoces, santé et hygiène menstruelles, et thématiques connexes), en tenant compte des spécificités du contexte comorien.

Étape 2 : Analyse consolidée et restitution participative

- Élaborer un rapport de diagnostic participatif présentant les constats clés, les analyses transversales, les bonnes pratiques existantes et les principaux défis identifiés.
- Proposer des recommandations opérationnelles partagées avec les parties prenantes, en lien direct avec les objectifs du projet PEPS 2.
- Organiser et animer un atelier de restitution réunissant PLAY International, les partenaires institutionnels, associatifs et éducatifs (dont des représentants des élèves), afin de discuter, valider et prioriser les résultats et recommandations du diagnostic.

Étape 3 : Contribution à la co-création de solutions éducatives et socio-sportives

- Identifier, à partir des résultats du diagnostic, les messages clés et les changements de comportements visés en matière de prévention des VBG/HEABG auprès des collégiens et lycéens, filles et garçons.
- Proposer pour chaque message clé une fiche de cours à destination d'élèves du secondaire pour expliquer les messages clés en les recontextualisant localement (données statistiques, enjeux de développements sociaux, etc...) et en adaptant aux différentes tranches d'âges.
- Appuyer la co-création, avec les équipes de PLAY International et leurs partenaires, d'un cycle de séances éducatives et socio-sportives utilisant le jeu sportif comme levier de sensibilisation, de prévention et de promotion de relations égalitaires et respectueuses.

3. ORGANISATION ET CALENDRIER DE REALISATION

Tout au long du processus, le/la consultant-e travaillera en étroite collaboration avec l'équipe de PLAY International en Union des Comores.

PLAY International facilitera la consultance en mettant à disposition les documents de référence ainsi que les contacts des partenaires et des personnes ressources.

Les candidatures seront acceptées jusqu'au **25 mars 2026**. La sélection de la consultance retenue sera publiée le **3 avril 2026**.

La consultance devra démarrer mi-avril avec **un atelier de restitution le 18 mai à Moroni**. La phase de co-crédation des outils pédagogiques sera menée par l'équipe pédagogique de PLAY International et aura lieu du **19 au 25 mai 2026**. Elle comprendra un atelier participatif de 5 jours ouverts, un travail de concertation avec l'équipe pédagogique ainsi qu'une phase de test des outils auprès des élèves.

Il est attendu que le/la consultant-e participe la restitution, à l'atelier de co-crédation ainsi qu'à au moins une séance de test. La relecture et la validation finales des supports pédagogiques interviendront au plus tard le **10 juin 2026**.

4. PROFIL RECHERCHE

Indispensable

- Maîtrise avérée des questions de genre et de violences basées sur le genre, attestée par des diplômes, certificats ou expériences professionnelles significatives.
- Expérience confirmée en tant que consultant-e ou salarié-e dans le secteur du développement et/ou de l'éducation au niveau secondaire en Union des Comores ou dans un contexte comparable.
- Bonne connaissance des enjeux et problématiques liés au genre et à la sauvegarde de l'enfance en Union des Comores ou contexte similaire.
- Disponibilité pour réaliser la consultance sur la période du 13 avril au 25 mai.
- Capacité à animer et faciliter des ateliers participatifs.
- Excellente maîtrise du français, à l'oral comme à l'écrit.

Apprécié

- Expérience dans la conception de supports pédagogiques ou d'outils de sensibilisation.
- Expérience préalable de collaboration avec des ONG sur les problématiques de genre et de sauvegarde de l'enfance.
- Connaissance d'une ou plusieurs langues locales.

5. SOUMMISSION DU DOSSIER

Les candidat.es sont invité.es à soumettre :

Une offre technique, comprenant un CV détaillé, une description de la compréhension des termes de références de la mission et des enjeux, et une proposition présentant les premiers axes stratégiques identifiés.

Une offre financière indiquant le nombre de jours de travail prévus sur la consultance et les honoraires associés. Tous les frais éventuels notamment liés à des voyages ou transports, ou liés à la production d'outils et de supports spécifiques d'animation pour les ateliers devront être inclus dans l'offre. La prise en charge d'éventuelles personnes d'appui (consultant associé si cela est prévu dans la proposition technique) devra être incluse dans l'offre financière.

Les frais logistiques des ateliers (repas, transport des participants, salle, fournitures pour les participants, impressions) seront couverts indépendamment par PLAY International.

L'offre devra être proposée en mentionnant le tarif HT et taxes comprises, en euros.

Le budget à disposition pour cette consultance ne sera communiqué qu'aux candidats retenus en entretien après première analyse des dossiers.

6. MODALITES D'EVALUATION

La sélection du ou de la consultant.e se fera sur les offres reçues et à l'issue d'un entretien de sélection, suivant les 3 critères :

- Adéquation du profil avec la mission (30%)
- Evaluation qualitative de l'offre technique (40%) – selon le dossier et l'entretien
- Proposition financière (30%)

7. DATE LIMITE D'ENVOI DES PROPOSITIONS TECHNIQUES ET FINANCIERES

Les propositions techniques et financières doivent être adressées par courrier électronique **au plus tard le 25 mars 2026** par email à Madame la Représentante Régionale PLAY Océan Indien - anne.calvel@play-international.org avec en objet « Consultance VBG Union des Comores ».